

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/SLV
2 juillet 2004

(04-2856)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Prorogation, au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

EL SALVADOR

La communication ci-après, datée du 29 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation d'El Salvador.

J'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint la notification de mise à jour d'El Salvador en ce qui concerne les programmes ci-après: "Loi sur les zones franches industrielles et commerciales sous sa forme modifiée" et "Loi sur la relance des exportations".

Cette notification est présentée conformément aux obligations de transparence auxquelles El Salvador a souscrit en ce qui concerne ces programmes, telles qu'elles sont énoncées dans la décision du Comité des subventions et des mesures compensatoires figurant dans les documents G/SCM/65 et G/SCM/65/Add.1, et G/SCM/99, intitulés respectivement "Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de la période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39", "Reconduction de la prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39" et "Prorogation, au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, de la période de transition prévue à l'article 27.2 b) pour l'élimination des subventions à l'exportation".

I. "PROGRAMME DE ZONES FRANCHES ET D'ENTREPÔTS DE PERFECTIONNEMENT ACTIF"

Conformément à la décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (paragraphe 10.6 du document WT/MIN(01)/17) et à la demande de prorogation de la période de transition conformément aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39, et en application des décisions du Comité des subventions et des mesures compensatoires figurant dans les documents G/SCM/65 et G/SCM/65/Add.1, au sujet du programme de zones franches et d'entrepôts de perfectionnement actif, El Salvador a l'honneur de présenter ci-joint la troisième notification relative audit programme, en vertu du paragraphe 1 d) du document G/SCM/39 et comme suite à sa première

communication du 19 décembre 2001 présentée au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC, qui a été distribuée sous la cote G/SCM/N/74/SLV.¹

El Salvador tient à confirmer que, comme le stipule le paragraphe 4 a) du document G/SCM/39, le programme de zones franches et d'entrepôts de perfectionnement actif est conforme aux prescriptions énoncées dans ce document en ce qui concerne le "statu quo".

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Mesures d'incitation en faveur des entreprises exerçant leurs activités dans des zones franches ou des entrepôts de perfectionnement actif.

2. Période sur laquelle porte la notification

2003.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir un accroissement des possibilités d'emploi par le biais de mesures d'incitation à l'investissement pour les entreprises qui se consacrent à l'exportation de biens et services, afin de parvenir à une croissance économique durable.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

A. Fondement

En raison du conflit armé qu'a connu El Salvador dans les années 80 et au début des années 90, les infrastructures ont subi des dommages qui ont gravement touché les secteurs productifs, les investissements et le développement des exportations, ce qui n'a pas permis d'utiliser ce programme de développement. Après la signature des accords de paix en 1992, le pays a commencé à tirer profit de ce programme; celui-ci a en effet permis de créer des emplois, si nécessaires pour faire reculer la pauvreté et remédier au manque de débouchés qui ont eu des répercussions considérables sur la population au cours des années 80.

Les séismes survenus en 2001 ont entraîné la perte de nombreux emplois, particulièrement ceux des personnes les moins favorisées au plan économique, ce qui a augmenté encore davantage les besoins d'emplois. Selon la CEPAL, les pertes totales se sont élevées à 1 milliard 603 millions de dollars EU, soit 12 pour cent du PIB et 55 pour cent des exportations de 2000. Dans ces circonstances, El Salvador se doit d'améliorer le bien-être de la population, en particulier celui des couches les plus touchées par les tremblements de terre. Les avantages de ce programme se révèlent donc indispensables pour promouvoir le développement économique et social du pays car ils offrent la possibilité de maintenir et d'améliorer les niveaux d'emploi et, en fin de compte, le bien-être de la population.

¹ Première notification présentée par El Salvador conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires distribuée dans les documents G/SCM/N/38/SLV/Suppl.1, G/SCM/N/48/SLV/Suppl.1, G/SCM/N/60/SLV/Suppl.1 et G/SCM/N/71/SLV/Suppl.1.

Deuxième notification présentée par El Salvador conformément à l'article 27.4 de l'Accord SMC distribuée dans les documents G/SCM/N/95/SLV et G/SCM/N/99/SLV.

À la fin de 2003, 88 600 personnes étaient employées directement par les entreprises bénéficiant de la Loi sur les zones franches industrielles et commerciales, ce qui a permis à un grand nombre de familles de disposer de revenus réguliers et d'avoir accès à des possibilités d'emplois, à la sécurité sociale, à l'éducation, à la santé et à un régime de pensions, entre autres choses. De même, ces activités ont suscité la création de 177 200 emplois indirects, soit au total près de 265 800 emplois, ce qui représente 10,3 pour cent de la main-d'œuvre d'El Salvador. Il y a lieu de signaler que près de 90 pour cent des emplois créés grâce à ce programme sont occupés par des femmes, en grande majorité chefs de famille, qui ont ainsi la possibilité d'améliorer le niveau de vie de leur famille et d'avoir davantage accès aux services de santé, d'éducation et de sécurité sociale.

Les exportations des industries sous douane se sont élevées à 1 milliard 881 millions de dollars EU, ce qui en fait la principale source d'exportation du pays.

Deux cent soixante-cinq entreprises, dont 49,1 pour cent d'entreprises étrangères, bénéficient de la Loi.

B) Législation

Loi sur la promotion des exportations, approuvée par le Décret législatif n° 81 du 5 septembre 1974, publiée au Journal officiel n° 180, tome 244 du 27 septembre 1974; abrogée par la Loi sur le régime des zones franches et des aires exonérées, approuvée par le Décret législatif n° 461 du 15 mars 1990, publiée au Journal officiel n° 88, tome 307 du 18 avril 1990 et abrogée par la Loi sur les zones franches industrielles et commerciales, approuvée par le Décret législatif n° 405 du 3 septembre 1998, publié au Journal officiel n° 176, tome 340 du 23 septembre de la même année, telle qu'elle a été modifiée par le Décret législatif n° 464 du 22 octobre 1998, publié au Journal officiel n° 215, tome 341 du 18 novembre de la même année.

5. **Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Il importe d'indiquer qu'El Salvador est un pays en développement et ne dispose donc pas des ressources nécessaires pour accorder une aide directe aux investisseurs pour qu'ils s'établissent dans le pays. C'est pourquoi ce programme visant à promouvoir le développement économique et social de la population repose sur un mécanisme d'abandon de recettes publiques, qui seront compensées par un accroissement des possibilités d'emploi pour les Salvadoriens.

Des incitations et avantages sont accordés au titre du programme aux utilisateurs qui exercent leurs activités dans des zones franches ou, en dehors de celles-ci, dans des entrepôts de perfectionnement actif, et prennent les formes ci-après:

- a) exemption des droits d'importation pour les machines, équipements, outillages, pièces détachées et accessoires, ustensiles et autres outils nécessaires à l'exécution de l'activité subventionnée;
- b) exemption des droits d'importation pour les matières premières, parties, pièces, composants ou éléments, produits semi-finis, produits intermédiaires, contenants, étiquettes, emballages, échantillons et modèles nécessaires à l'exécution de l'activité subventionnée. De même, peuvent être importés dans le cadre de ce régime les machines, appareils et équipements et toutes autres marchandises envoyés aux bénéficiaires pour réparation, y compris les produits exportés qui sont réimportés en tant que rendus;

- c) exemption des droits d'importation pour les lubrifiants, catalyseurs, réactifs, combustibles et tous autres substances ou matériels nécessaires à l'activité de production;
- d) exemption totale de l'impôt sur le revenu pour la période au cours de laquelle l'entreprise exerce ses activités dans le pays, à compter de l'exercice fiscal où ces activités ont commencé;
- e) exemption totale des taxes municipales sur l'actif et le patrimoine de l'entreprise, pour la période au cours de laquelle celle-ci exerce ses activités dans le pays, à compter de la date de démarrage de ces activités;
- f) exemption totale de l'impôt sur la cession de biens immobiliers, si ceux-ci sont acquis aux fins d'utilisation dans le cadre de l'activité subventionnée.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)

Les bénéficiaires de ces avantages et mesures d'incitation sont les personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, qui possèdent des entreprises qu'ils développent, administrent ou établissent dans des zones franches ou en dehors de celles-ci, et qui se consacrent:

- a) à la production, à l'assemblage ou à la manufacture sous douane, à la fabrication, au traitement, à la transformation de produits ou à la commercialisation de biens et services;
- b) à la prestation de services liés au commerce international, notamment collecte, emballage et réemballage, réexportation, groupage, distribution de marchandises et autres activités connexes ou complémentaires.

Cette subvention est accordée sous forme d'exemption des droits de douane, de l'impôt sur le revenu et des taxes municipales visés au point 5 ci-dessus.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), prière de donner une explication circonstanciée.

Étant donné les caractéristiques du programme et son champ d'application, il n'est pas possible de disposer de données statistiques indiquant le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Cette durée sera conforme aux engagements internationaux pris par El Salvador, en particulier au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

9. **Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s):**

TABLEAU COMPARATIF
(en millions de dollars EU)

RUBRIQUE	2000	2001	2002	2003
a) Exportations mondiales	7 782 600,0	7 510 600,0	7 837 800,0	8 937 700,0
b) Exportations d'El Salvador	2 950,5	2 864,0	2 992,0	3 136,10
c) b/a	0,0379%	0,0381%	0,0382%	0,0351%
d) Exportations nettes de l'industrie de transformation sous douane d'El Salvador	456,00	489,00	475,00	500,3
e) d/a	0,0059%	0,0065%	0,0061%	0,0056%

Source: Fonds monétaire international, Banque centrale, Ministère de l'économie.

II. PROGRAMME DE RELANCE DES EXPORTATIONS

En ce qui concerne le Programme réalisé en application de la Loi sur la relance des exportations, la présente notification est soumise conformément au deuxième alinéa du préambule du document G/SCM/99 et à la décision du Comité des subventions et des mesures compensatoires concernant la "prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de la période de transition prévue à l'article 27.2 b) pour l'élimination des subventions à l'exportation".

El Salvador tient à confirmer que, comme le stipule le premier alinéa du préambule du document G/SCM/99, le programme relatif à la Loi sur la relance des exportations n'a pas été modifié depuis la période sur laquelle porte la notification complète, qui accompagne la demande de prorogation (G/SCM/N/71).

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Restitution de 6 pour cent de la valeur f.a.b. des exportations aux personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, qui possèdent des entreprises exportant ou commercialisant des biens ou des services d'origine salvadorienne hors d'Amérique centrale.

2. Période sur laquelle porte la notification

2003.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir l'exportation de biens et de services d'origine salvadorienne hors d'Amérique centrale en vue de diversifier la production nationale et de l'orienter vers le marché extérieur, de parvenir à une croissance économique durable créant des possibilités d'emplois et d'assurer le transfert de technologie et des investissements.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

A. Fondement

En raison du conflit armé qu'a connu El Salvador dans les années 80 et au début des années 90, les infrastructures ont subi des dommages qui ont gravement touché les secteurs productifs, les investissements et le développement des exportations. Après la signature des accords de paix, le pays se trouvait dans la nécessité de consentir cet avantage dans le cadre d'une politique visant à encourager les investissements et à accroître les exportations ainsi qu'à compenser les dépenses entraînées par le conflit armé.

Les séismes survenus en 2001 ont renforcé la nécessité de créer des emplois; selon la CEPAL, les pertes totales se sont élevées à 1 milliard 603 millions de dollars EU, soit 12 pour cent du PIB et 55 pour cent des exportations de 2000. Dans ces circonstances, El Salvador se doit d'améliorer le bien-être de la population, et en particulier celui des couches les plus touchées par les tremblements de terre. L'avantage consenti au titre de ce programme est donc indispensable pour promouvoir le développement économique et social du pays, car il offre la possibilité de maintenir et d'améliorer les niveaux d'emploi.

B. Législation

Loi sur la relance des exportations

Décret législatif n° 460 du 15 mars 1990 publié au Journal officiel n° 88, tome 307 du 18 avril 1990, et modifications qui y ont été apportées par le Décret législatif n° 749 du 19 avril 1991 publié au Journal officiel n° 95, tome 311 du 27 mai 1991; Décret législatif n° 181 du 18 décembre 1997 publié au Journal officiel n° 239, tome 337 du 22 décembre 1997 et Décret législatif n° 534 du 13 janvier 1999 publié au Journal officiel n° 21, tome 342 du 1^{er} février 1999.

Règlement d'application générale de la Loi sur la relance des exportations

Décret exécutif n° 68 du 27 novembre 1990 publié au Journal officiel n° 269, tome 309 du 27 novembre 1990 et modifié par le Décret exécutif n° 43 du 29 avril 1993 publié au Journal officiel n° 19, tome 319 du 26 mai 1993.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Restitution de 6 pour cent de la valeur f.a.b. des exportations.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)

Les bénéficiaires de cette mesure d'incitation sont les personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, qui possèdent des entreprises exportant des biens et services d'origine salvadorienne hors d'Amérique centrale et qui se conforment aux prescriptions établies par la Loi sur la relance des exportations et le règlement d'application y relatif.

- 7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), prière de donner une explication circonstanciée:**

Total des montants remboursés en application de la restitution de 6 pour cent
(en millions de dollars EU)

Janvier-décembre 2000	Janvier-décembre 2001	Janvier-décembre 2002	Janvier-décembre 2003
13,8	13,4	16,6	16,4

Total des exportations ayant bénéficié ou n'ayant pas bénéficié de la restitution de 6 pour cent
(en millions de dollars EU)

EXPORTATIONS	Janvier-décembre 2000	Janvier-décembre 2001	Janvier-décembre 2002	Janvier-décembre 2003
Ayant bénéficié de la restitution	231,4	223,2	277,3	273,5
N'ayant pas bénéficié de la restitution	2 719,1	2 640,8	2 714,7	2 862,6
Total	2 950,5	2 864,0	2 992,0	3 163,1

- 8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application**

Durée indéterminée, qui sera conforme aux engagements internationaux pris par El Salvador, en particulier au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

- 9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s):**

TABLEAU COMPARATIF
(en millions de dollars EU)

RUBRIQUE	2000	2001	2002	2003
a) Exportations mondiales	7 782 600,0	7 510 600,0	7 837 800,0	8 937 700,00
b) Exportations d'El Salvador	2 950,50	2 864,0	2 992,0	3 136,1
c) b/a	0,0379%	0,0381%	0,0382%	0,0351
d) Exportations d'El Salvador ayant bénéficié de la restitution de 6 pour cent	231,4	223,2	277,3	273,5
e) d/a	0,0029%	0,0029%	0,0035%	0,0031

Source: Fonds monétaire international, Banque centrale, Ministère de l'économie.